



HAL
open science

Laurent Davezies. Le nouvel égoïsme territorial, le grand malaise des nations

Bernard Bret

► **To cite this version:**

Bernard Bret. Laurent Davezies. Le nouvel égoïsme territorial, le grand malaise des nations. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2015, <https://www.jssj.org/issue/juin-2015-jssj-a-lu/>. halshs-02070747

HAL Id: halshs-02070747

<https://shs.hal.science/halshs-02070747>

Submitted on 18 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laurent Davezies. *Le nouvel égoïsme territorial, le grand malaise des nations***Bernard Bret**

Voici un livre qui, en peu de pages rédigées dans un style alerte, pose des problèmes importants de justice spatiale.

Laurent Davezies part d'un constat : la montée des régionalismes et des revendications territoriales qui vont de la demande d'autonomie à la lutte pour l'indépendance. Ce processus a démantelé l'ex-Yougoslavie et l'ex-URSS et a même fait naître des États auto-proclamés tels que la Transnistrie, parmi d'autres. L'Europe occidentale n'y échappe pas : choix de la Belgique pour le fédéralisme, montée du nationalisme catalan en Espagne, vote sur l'indépendance en Ecosse. Cette fragmentation met à mal la cohésion territoriale. Bien qu'elle trouve parfois des racines anciennes dans les spécificités culturelles régionales, elle constitue surtout, pour reprendre le titre de l'ouvrage, un *égoïsme territorial car les régions riches ne veulent plus payer pour leurs voisins pauvres* (p. 7).

Prolongeant les analyses qu'il avait conduites dans des travaux antérieurs¹, l'auteur rappelle la nécessité de bien distinguer les inégalités de PIB et les inégalités de revenus pour hiérarchiser les niveaux de richesse des régions et situer chacune d'entre elles dans les mécanismes de redistribution. Il montre que la mondialisation est une difficulté pour les régions les plus pauvres. Jusqu'aux années 1980, les régions riches avaient besoin des régions pauvres car, dans une logique keynésienne, les aides reçues par ces dernières servaient à des achats réalisés précisément dans les régions riches. Tous trouvaient leur compte dans cette affaire. Aujourd'hui, l'ouverture des frontières fait que ces aides servent à acheter ailleurs, et, dans ces conditions, les régions riches n'estiment plus utile de les financer car elles n'en voient pas le retour et déplorent même que cela fournisse une clientèle à leurs concurrents ! Mais, si les régions riches n'ont plus besoin des régions pauvres, les régions pauvres ont toujours besoin des régions riches, surtout à un moment où l'épuisement des finances publiques fait peser une menace sur tout le dispositif. Alors que les inégalités entre les régions en matière de revenus avaient augmenté au démarrage de la croissance, comme elles le font aujourd'hui dans les pays émergents, et s'étaient réduites dans une deuxième étape, le risque existe donc qu'elles s'aggravent de nouveau, ce que semble déjà montrer l'essor prioritaire des métropoles.

Ce tableau pose la question de la solidarité entre les régions et de la *cohésion territoriale*. Or, bien qu'elle fasse officiellement de cet objectif une priorité, l'Union Européenne offre le spectacle d'une *cohésion fragmentée*. Entendons par là qu'elle n'y consacre qu'une très faible part de son budget et que les mécanismes redistributifs fonctionnent pour l'essentiel à l'échelle des États. Le résultat : selon qu'elle se trouve dans tel pays ou dans tel autre, une région sera considérée comme riche ou pauvre. Certaines régions qui sont relativement riches dans leur État et qui, à ce titre, y aident les régions pauvres, seraient relativement pauvres dans un autre État et y bénéficieraient de transferts financés par ses régions riches : le Catalan qui aide l'Andalousie alors que le Toulousain est aidé par l'Ile-de-France est une illustration tout à fait parlante du caractère incomplet de la construction européenne et des incohérences d'échelles que cela provoque. Non moins éclairante est la comparaison avec les États-Unis où le budget fédéral opère des redistributions plus conséquentes entre les territoires.

¹ *La République et ses territoires* et *La crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale*, dans la même collection.

Est en cause ici l'architecture institutionnelle des territoires. Les États-Unis sont une fédération, ce que l'Union Européenne n'est pas. De là, en dernière partie de l'ouvrage, une intéressante analyse du risque que représente le séparatisme, pour l'Europe et aussi pour le reste du monde si l'exemple européen faisait des émules. Bien qu'il montre les avantages que les petits pays peuvent tirer de leur taille, l'auteur en souligne avec raison le danger pour la communauté internationale et comment la péréquation entre espaces riches et espaces pauvres fonctionne mieux dans le cadre d'unités politiques de grande dimension. Comment faire alors pour résoudre cette tension entre le grand et le petit ? Pour Laurent Davezies, c'est la décentralisation qui constitue la voie la plus crédible vers ce qu'il appelle la *démocratie territoriale*... raison de plus pour déplorer l'insuffisance de la réflexion théorique en la matière.

Pour citer cet article : Bernard BRET, « Laurent Davezies. *Le nouvel égoïsme territorial, le grand malaise des nations* », Justice spatiale | Spatial Justice, n° 8, juillet 2015 (<http://www.jssj.org>).